

No. 384

Eglise et Société

Arnd Küppers

Pour la liberté et la justice

A l'occasion du 200ème anniversaire de l'évêque
d'ouvriers

Wilhelm Emmanuel VON KETTELER

(Traduit de l'allemand par Mme. A. Elmendorff-
Pfeifer, Düsseldorf)

Cet article est paru dans la série Kirche und Gesellschaft (Eglise et Société), éditée par le Centre Catholique des Sciences Sociales à Mönchengladbach

Le 25 décembre 2011 il y a 200 ans que Wilhelm Emmanuel von Ketteler (1811 - 1877), l'évêque des ouvriers, a été né. Le pape Léon XIII qui en 1891 a publié la première Encyclique sociale *Rerum novarum* est dit de l'avoir dénommé son grand prédécesseur. En tout cas, depuis des générations les biographes de von Ketteler et des savants sociaux l'écrivent.¹ Bien que malheureusement aucun d'eux ne signale quand et où pape Léon doit avoir dit cela, l'authenticité de la citation reste donc questionnable, elle est cependant bien inventée. Car, en fait, von Ketteler est dans un certain sens l'aïeul de la doctrine sociale catholique. Car au 19ème siècle il était peut-être le pionnier le plus important d'une pensée socio-éthique moderne au sein de l'Eglise. Cela veut dire qu'il était un des premiers ayant reconnu que les problèmes sociaux accompagnant l'industrialisation et la modernisation de la société ne pouvaient pas seulement être combattus avec les moyens traditionnels de la charité chrétienne, mais qu'ils représentaient un défi politique.

« Etre chrétien veut dire être politique » - tel est le titre du livre récemment publié par l'archevêque munichois Reinhard Cardinal Marx dans lequel il honore la vie et l'œuvre de Ketteler. Cardinal Marx commente par la parabole du samaritain charitable (Lc 19,25 .37) ce qui était et est le nouveau critère de la perspective socio-éthique par rapport à l'éthique des vertus de la théologie morale. Tandis que sous l'aspect de l'éthique des vertus la parabole est un appel de ne pas quitter le sacrifice des bandits au bord de la voie mais de l'aider, l'éthique sociale regarde au-dessus du sort individuel et de la situation concrète: Sa question primaire concerne les possibilités de rendre plus sûres les rues entre Jéricho et Jérusalem pour éviter à l'avenir ainsi de telles agressions.

Naturellement les deux perspectives sont enlacées dans leur noyau pour autant que la charité ne représente pas seulement la motivation de l'aide individuelle mais aussi la force motrice de l'engagement politique: « La charité active vise aussi des questions structurelles de la justice qui dans

des conditions nouvelles respectives doivent être l'objet de réflexions et de changements nouveaux. »² La doctrine sociale n'est pour autant pas un éloignement de l'Eglise de son identité, mais « socio-political diaconie »³, donc la réalisation d'un des trois fondements du service ecclésiastique: liturgie, martyrie (proclamation), diaconie. Car « la question sociale touche le depositum fidei »⁴, la justification marquante de Ketteler.

Par le développement d'une doctrine sociale ou d'une éthique sociale liée à des méthodes ou analyses socio-scientifiques l'église et la théologie se rendent compte de la circonstance que des abus sociaux sont à ramener moins à un comportement déficient des individus qu'à des causes structurelles. Ici "l'objet d'apprentissage" était la question des ouvriers, telle qu'elle était posée en Europe et en Amérique du Nord au cours de l'industrialisation. La misère des ouvriers dans les sociétés trop vite industrialisées avait sa raison moins dans la méchanceté des chefs d'usines que plutôt dans la circonstance que le premier capitalisme se déroulait largement dans un espace sans droit, ne disposait pas de cadre ordonné, comme nous disons aujourd'hui. Dans la société moderne il est donc plus important qu'à l'époque du samaritain charitable non seulement d'aider les victimes de la situation sociale mais, en formant cette situation, de prendre soin que, si possible, il n'y a pas de tels victimes. Et Ketteler n'était pas seulement au sein de l'Eglise un des premiers ayant reconnu et proclamé cela.

Cependant l'engagement politique de Ketteler ne se limitait pas à la question sociale ou à son engagement pour la justice sociale. Le deuxième de ses « deux sujets vitaux »⁵ était la liberté. Pape Benoît XVI l'a rappelé lors de sa visite de l'Allemagne fin septembre 2011. Lors du discours d'accueil officiel par le Président Fédéral Christian Wulff au jardin du Palais Bellevue il a cité Ketteler en disant: « Comme la religion a besoin de la liberté, la liberté a aussi besoin de la religion ».⁶

Antimodernisme catholique et anticléricalisme social

La phrase citée date de 1848. Ketteler l'a dite dans un discours lors de l'assemblée générale des associations catholiques, à la Journée Catholique. A l'époque cette assemblée a été convoquée parce que le catholicisme avait des difficultés avec une société en processus de modernisation dans la même mesure que la société moderne se heurtait au catholicisme. Le fanal européen de la modernisation se faisait jour, à savoir la révolution française, faisait trembler l'Eglise dans ses fondements. Pendant de peu d'ans elle vivait une érosion dramatique de son pouvoir politique et de sa force économique accrus pendant des siècles.

Mais ce ne sont pas seulement ces circonstances solides qui entraînaient l'antimodernisme caractérisant le catholicisme du 19ème siècle, donc la tendance de se retirer dans une barricade de chariots catholique spirituelle et sociale. A l'antimodernisme catholique correspondait un anticléricalisme très répandu des élites bourgeoises. Pour beaucoup d'esprits rationnels du 19ème siècle le catholicisme était un reliquat d'époques sombres passées, une superstition irrationnelle. Aux universités, dans la politique, dans les corps d'officiers et dans d'autres groupes élitaires des catholiques fidèles de la plupart des régions allemandes n'avaient guère des chances de carrière.

Les personnes ainsi exclues et marginalisées se groupaient, dans leurs efforts de s'affirmer dans la société, de façon rétive autour de leur Eglise, leur antimodernisme était - parlé dans la terminologie d'Hegel - part d'une « lutte de reconnaissance »⁷. Non seulement les vocations de prêtres et d'ordres se sont accrues énormément, en même temps l'on a essayé d'organiser dans des associations les laïques catholiques. C'était l'heure de naissance du catholicisme associé qui pour plus ans cent ans devait former le lien du milieu catholique en Allemagne. Des associations catholiques étaient fondées pour tous les groupes de personnes et secteurs de vie possibles. Et comme réunion annuelle centrale de ces associations cette

assemblée générale a été créée, la première en l'an turbulent de la révolution de 1848.

Décidément catholique

Ketteler était invité à cette assemblée générale comme député de l'assemblée nationale réunie dans l'Eglise St. Paul à Francfort, assemblée qui était chargée d'élaborer la Constitution d'une Allemagne unie. La planification originale de sa vie avait été tout à fait différente. Comme poussé d'une famille noble ancienne il étudiait d'abord la jurisprudence et entra dans les services de l'Etat de Prusse. Mais alors survenait un événement qui était quelque chose comme le premier acte furieux de la lutte ecclésiastique dramatique en Allemagne et changeait aussi de façon décisive la vie de Ketteler. L'Etat de Prusse, dans les services duquel il travaillait, faisait démissionner en 1873 l'archevêque de Cologne, Clemens August zu Droste-Vischering (1793-1845), et l'arrêtait. La raison en était une querelle assez bizarre sur la soi-disant « question des mariages mélangés », donc le traitement juridique et de droit ecclésiastique de mariages entre des partenaires de confession différente. L'archevêque de Cologne avait instruit, selon les ordres du droit ecclésiastique, ses prêtres de permettre de tels mariages seulement dans le cas où les fiancés promettent le baptême catholique des enfants procédant de tels mariages. Le gouvernement de Prusse avait, au contraire décrété que les enfants provenant de mariages mélangés devraient, en principe, être éduqués dans la confession du père. C'est pourquoi le gouvernement interprétait l'instruction de l'archevêque comme un appel public d'infraction de la loi et lui demandait de démissionner. Quand l'homme intransigeant refusait, le gouvernement le révoquait à court terme et il était arrêté à Minden.

C'était un acte arbitraire motivé par la politique. L'administration prussienne avait pris une position d'injustice devant tout le monde, ce qui cependant ne retenait pas beaucoup de protestants conservateurs et de libéraux d'applaudir les autorités. Ketteler se retrouvait en face d'une

décision et quittait les services de l'Etat de Prusse. Il allait à Munich et rejoignait le groupe qui s'était formé autour de Joseph Görres (1776 - 1848), professeur de l'université de Munich, la tête du mouvement de renouvellement catholique. Là il décidait d'étudier la théologie et d'entrer dans le séminaire de prêtres.

Du pasteur des paysans au porte-parole des évêques allemands

Déjà à ses premiers postes pastoraux en tant que vicaire à Beckum (1844-1846) et curé à Hopsten (1847-1849), une petite municipalité au bord septentrional du paysage de Tecklenburg, il devenait clair que Ketteler se sentait responsable non pas seulement des questions pastorales des hommes lui confiés mais aussi des questions sociales. A Beckum il prenait l'initiative de construire un hôpital et à Hopsten il travaillait jusqu'à l'épuisement complet pour sauver les fermiers pauvres de sa municipalité de la famine en l'hiver 1846/47.

Quand en 1848 en Allemagne déclenchait la révolution, des compagnons de route lui demandaient avec urgence de se présenter candidat pour l'assemblée nationale. Son discours funèbre pour deux collègues parlementaires assassinés et son discours - cité par pape Benoît – lors de la première Journée des Catholiques faisaient de lui à court terme un réputé national. Comme tout à fait naturel de nouvelles missions l'attendaient. La plus importante et en même temps la plus difficile paroisse, à savoir St. Hedwig au royaume de Prusse à Berlin, lui était offerte. Seulement après de conseils continus du côté de l'Etat et de l'Eglise il acceptait finalement l'offre et devenait premier pasteur de Berlin et déléгат épiscopal souverain pour la Mark Brandebourg et la Poméranie.

Cependant, pour Ketteler Berlin était seulement une station intérimaire. En effet, il avait attiré l'attention de Rome et en 1850 Pape Pie IX le désignait évêque de Mayence. Cette fonction l'avait placé au centre des conflits croissants en matière de politique cléricale. Relativement longtemps il réussait de maintenir de bonnes relations avec son souverain régional, à

savoir le Grand Duc de Hesse-Darmstadt. Mais comme évêque diocésain de la province cléricale de Haut-Rhin il vivait déjà en 1853 que son métropolitain très vieux l'archevêque de Fribourg Hermann de Vivari (1773 - 1868), pendant la lutte ecclésiastique de Baden, était arrêté chez soi. Dans ce conflit et dans les querelles entre l'Etat et l'Eglise, depuis là toujours réitérés et escalant dès 1871 complètement dans la lutte culturelle, Ketteler était attribué très vite le rôle d'un des porte-paroles directeurs de l'Eglise. Ce rôle ne restait pas limité au domaine de la politique ecclésiastique. Dès les années soixante aussi du 19ème siècle Ketteler prenait parole réputée dans le domaine de la politique sociale. Il devenait la conscience sociale de l'Eglise et les gens lui conféraient le titre d'honneur « évêque des ouvriers ».

« Ultramontain », mais néanmoins obstiné

Ketteler ne craignait pas le conflit, même pas sur le plan interne de l'Eglise. Maintes personnes étaient surprises que l'évêque qui au fond était considéré comme étant très « ultramontain » devenait dans la discussion sur la dogmatisation de l'infaillibilité papale un des porte-paroles de la minorité des évêques du premier Concile Vatican (1869/70) qui étaient contre la dogmatisation. Sous l'aspect politique il était ici guidé par des considérations d'opportunité. Il ne voulait pas provoquer une escalade supplémentaire du conflit entre l'Eglise et l'Etat. Théologiquement il n'était en aucun cas contre l'infaillibilité - comme telle, mais pour lui il était important d'exclure ce malentendu de caractère absolutiste. Pour ne pas devoir voter contre la majorité il quittait le Concile avant l'heure. Cependant il reconnaissait le dogme, mais contrairement à maints autres théologiens de son époque il soulignait la liaison essentielle de l'infaillibilité papale à la foi de l'Eglise. De cette façon il fournissait une interprétation théologique de la primatie papale dont les caractéristiques fondamentales se situent parfaitement sur la ligne de l'ecclésiologie du deuxième Concile Vatican (1962 - 65).

Les liens étroits de Ketteler avec Rome et surtout son adoration du Pape Pie IX étaient sans rupture aussi après le Concile. C'est pourquoi il était très important pour Ketteler de participer au début de l'été de 1877 aux festivités du jubilé d'or épiscopal du Pape. Avec une infection non encore totalement guérie il entreprenait le voyage qu'il ne devrait pas survivre. Après les vacances il quittait Rome en état affaibli et mourait sur son voyage de retour le 13 juillet 1877 dans le monastère capucin Burghausen près de Altötting.

La liberté et les libertés de l'Eglise

Dans les discussions avec l'Eglise catholique pour beaucoup de libéraux du 19ème siècle le but sanctifie les moyens. Cela ne se faisait pas jour seulement quand les libéraux adoptaient les lois de Bismarck sur la lutte culturelle au parlement prussien et au parlement allemand (Reichstag). Pour atteindre le but de briser l'influence politique et sociale de l'Eglise l'on était volontiers disposé à se séparer des principes nobles du libéralisme classique, surtout de l'idéal de la souveraineté de la loi. Il était le but du libéralisme classique de limiter et de soumettre à des règles générales la force souveraine et les contraintes de l'Etat, indépendamment de celui qui les exerce. Pour les libéraux du 19ème siècle il était surtout important que le pouvoir est exercé par le groupe, pour les libéraux nationaux c'était l'élite bourgeoise, pour les libéraux radicaux la majorité de tous. Mais si le pouvoir est donné à des personnes justes, ces nouveaux libéraux ne voulaient en aucun cas les mettre aux fers trop étroits. Car eux aussi avaient remplacé la confiance classique-libérale en les avantages d'un développement social aussi libéral que possible par l'idéal de la planification nationale.

Dans ses écritures Ketteler a très bien réussi d'indiquer ces faiblesses et inconsistances de ses contemporains libéraux. Dans son livre intitulé liberté, autorité et Eglise de 1862 il écrit « Le libéralisme moderne selon sa nature la plus intime, se trouve complètement au côté du vouloir tout

gouverner et il est tout à fait l'enfant spirituel et l'héritier de la monarchie et de la bureaucratie absolutiste des siècles passés. De celles-ci il se distingue seulement par la forme extérieure, par des paroles qui semblent faire allusion au contraire, seulement par les organismes qui administrent le pouvoir, tandis que son essence originaire qui toujours et toujours perce cette lueur est la centralisation intolérante sans respect, l'omnipotence de l'Etat au dépens de la liberté individuelle et corporative. »⁸

Si Ketteler défend ici la liberté individuelle et corporative contre l'étatisme de l'époque, il ne doit pas être interprété lui-même trop vite comme étant libéral. Dans ses écritures il était important pour Ketteler de défendre les libertés traditionnelles de l'Eglise et non pas la liberté individuelle de l'individu autonome au sens du libéralisme classique. Mais c'est une ruse de l'histoire que les catholiques, en défendant la liberté et le droit d'administration autonome de l'Eglise contre les usurpations d'une bureaucratie proliférant, avaient accepté une image différenciée de la moderne. Ce développement peut très bien être vérifié dans les textes de Ketteler. Il reprend l'idée - en principe rejetée - du droit et de l'ordre libéral afin de défendre l'Eglise contre les hostilités et les usurpations de l'Etat: « Si le libéralisme moderne était honnête et conséquent, il devrait malgré ses principes erronés reconnaître et en tout cas le principe de l'administration autonome et de la détermination de soi-même et alors l'on pourrait au moins vivre ensemble avec lui et en paix dans un Etat. »⁹ La référence à la notion de liberté libérale reste donc formelle et instrumentale, quant au libéralisme en tant qu'idéologie Ketteler prend expressivement distance. Cependant ces efforts de reconstruire les libertés traditionnelles en face de l'arrière-plan de la compréhension de liberté moderne libérale ne doivent pas être sous-estimés quant à leur importance. A une époque où une grande part des catholiques rejetaient complètement les pensées libérales comme infernales, Ketteler et quelques autres personnes entraient en dialogue productif avec le libéralisme. Et comme l'on peut attendre d'une bonne controverse, elle entraînait des progrès de

connaissance. Et Ketteler, essayant de comprendre les pensées de ses adversaires et d'y découvrir des contradictions internes ou des préjugés idéologiques, aiguïsait aussi son regard sur la consistance de la propre idéologie catholique. Les attaques contre le catholicisme au nom de la liberté contraignaient l'Eglise et la théologie de reconsidérer la propre compréhension de la liberté vraiment chrétienne. Dans ce contexte ils reconnaissaient que la foi chrétienne elle-même était incompatible avec les structures traditionnelles de souveraineté autoritaire et de tutelle spirituelle desquelles prima facie l'Eglise avait profité pendant des siècles. En face de cet arrière-plan l'on lit déjà chez Ketteler des choses étonnantes par exemple sur la question de la liberté de religion et de conscience: « L'Eglise honore tant la liberté de conscience et la liberté de religion qu'elle refuse toute contrainte extérieure sur ceux qui ne sont pas membres de l'Eglise comme étant immoraux et pas du tout permis ».¹⁰

Propriété oblige

La question sociale était déjà traitée par Ketteler dans son discours lors de la Journée Catholique en 1848. Il l'appelait « la question la plus difficile qui malgré toutes les prescriptions légales, par toutes les formes gouvernementales, n'a pas encore été résolue »¹¹. Son discours avait tant impressionné l'auditoire que l'on invitait à tenir en cette année les serments traditionnels d'Avent à la cathédrale de Mayence.

Dans ces serments Ketteler abordait encore la question sociale. Cependant, à cette période il ne disposait pas encore d'une analyse ou d'une conception socio-politique fondée par l'éthique sociale tendant à trouver une solution. A l'époque il était convaincu que la question des ouvriers devrait être ramenée moins à des causes socio-économiques que plutôt à des causes religieuses. « L'apostasie du christianisme est la raison de notre perte, sans cette connaissance il n'y a pas le sauvage » a-t-il prêché.¹²

Malgré une analyse complètement insuffisante sur le plan socio-scientifique les serments d'Avent sont mentionnés à raison dans chaque

estimation des activités de Kettler. La raison en est qu'ici il rappelle - essentiellement avec référence à Thomas d'Aquino (1225 - 1274) - à ses contemporains la conception de propriété traditionnelle chrétienne qui est étroitement liée à la foi créatrice. Dieu en tant que créateur du monde est le propriétaire véritable et unique de tous les biens séculaires. Le droit de propriété de l'homme est au contraire limité; pour Ketteler ce droit n'est pas un droit dispositif illimité mais seulement un droit d'usage dans lequel il distingue deux aspects de ce droit d'usage: « premièrement le droit de prévoyance et d'administration, deuxièmement le droit de la jouissance des fruits ». ¹³ Dans ce contexte le point important est le suivant: le propriétaire humain est seulement permis d'exclure ses co-citoyens de la prévoyance et de l'administration des biens, mais non pas de la jouissance des fruits. "L'homme (...) ne doit jamais considérer les fruits comme sa propriété mais comme un bien commun de gens tous. Et il doit donc être prêt à aider les autres gens dans leur détresse ». ¹⁴

C'est ainsi que Ketteler formule le principe de « la propriété oblige » qui plus tard a été aussi introduit dans l'article 14 de la Loi Fondamentale (allemande) relatif au droit de propriété. Pour lui il était important que cette compréhension chrétienne de la propriété s'écartait décidément du libéralisme aussi bien que du socialisme de l'époque. Il défendait le droit à la propriété contre la parole du manifeste communiste (paru également en 1848) sur l'abolition de la propriété. Contre « l'absolutisme de propriété » du libéralisme il soulignait l'obligation sociale de la propriété. Cependant, pour Ketteler ce principe n'était, *expressis verbis*, pas encore un principe juridique, mais un principe purement moral. A ce moment il ne tolérait pas des interventions du gouvernement dans le droit de propriété destinées par exemple à financer une politique sociale gouvernementale. Les problèmes sociaux devraient plutôt être résolus par l'amour du prochain actif des riches par rapport aux pauvres.

Solidarité des ouvriers et réforme sociale

Cette opinion était maintenue par Ketteler d'abord aussi comme évêque. C'est pourquoi il ignorait pour longtemps les discussions de son époque sur les réformes sociales et la politique sociale. En tant qu'évêque il se préoccupait plutôt du développement des structures caritatives dans sa diocèse. Dans ce contexte il se servait de l'appui de communautés religieuses, d'ordres apostoliques différents qu'il faisait venir en l'évêché en partie seulement pour ce but et qui créaient diverses institutions pour aider les malades, les invalides, les orphelins ou de jeunes femmes en chômage.

En 1863 du mouvement se faisait jour en Allemagne dans les discussions socio-politiques. Au début de l'an Hermann Schulze-Delitzsch, député prussien socio-libéral, publiait six rapports avec l'Association des ouvriers de Berlin. Seul le titre de la brochure « Chapitre pour un catéchisme allemand des ouvriers » pouvait être perçu du côté catholique comme provocation. Ici Schulze-Delitzsch proclamait l'idée de l'aide de soi-même des ouvriers, très proche de l'idée des coopératives, comme à ce temps-là elle était déjà pratiquée en Angleterre. Le socialiste Ferdinand Lasalle repris également l'idée des coopératives productives et faisait de la publicité pour les coopératives dans l'établissement desquelles il voyait la possibilité unique pour résoudre la question des ouvriers. Les deux propositions provoquaient l'attention publique très large. Une présentation de Lasalle à Mayence le 20 mai 1863 trouvait de résonance aussi chez les ouvriers catholiques. Quelques jours plus tard, le 23 Mai, était fondée à Leipzig le « Allgemeine Deutsche Arbeiterverein » (Association Générale Allemande des Ouvriers), le premier parti social démocratique en Allemagne. Des ouvriers catholiques étaient présents.

Ketteler, depuis longtemps persuadé de l'urgence de la question des ouvriers et disposant encore d'un instinct politique remarquable, commentait de considérer de plus proche les propositions socio-réformatrices qui étaient présentées par les deux camps des adversaires

idéologiques. Il commentait par l'étude des ouvrages d'économie nationale et de politique sociale de son époque et présentait déjà en 1864 un propre livre à ce sujet: La question d'ouvriers et le christianisme. Par cet ouvrage Ketteler disait adieu à l'idée que la question des ouvriers puisse être résolue essentiellement avec les ressources de l'assistance charitable. L'ouvrage signale une compréhension claire des contextes essentiels en matière d'économie nationale. Ketteler justifie de façon détaillée que lui comme évêque et la communauté de l'Eglise prise dans son ensemble ne peuvent rester désintéressés, étant donné l'étendue de la question sociale. La misère de beaucoup d'ouvriers et de leurs familles touche la dignité humaine des personnes concernées. Les chrétiens qui croyant que Dieu lui-même est devenu homme pour donner à l'homme la dignité ne sont pas permis d'admettre qu'ils sont privés de cette dignité par des conditions sociales produites par des hommes. Comme modèle de solution Ketteler croyait - comme ses contemporains Lasalle et Schulze-Delitzsch - en « l'idée magnifique »¹⁵ des coopératives. Lui aussi - comme Lasalle - mettait l'accent sur les coopératives productives, mais contrairement aux démocrates sociaux il rejetait leur financement par l'Etat.

Dévouement à la politique sociale

Ketteler s'est dévoué à l'idée de la réforme sociale avec son livre de 1864, il ne voulait pas comme avant une politique sociale de l'Etat. Déjà un an après parution de son livre Ketteler révisait encore une fois son point de vue dans un discours avec l'association des compagnons de Mayence. Or, il était persuadé que la question des ouvriers n'était pas à résoudre sans l'Etat. Son changement de position était tant évident et pour un évêque catholique tant inouï que le discours de Ketteler était imprimé par le journal Sozial-Demokrat (Démocrate Social) de l'Association Générale des Ouvriers Allemands.

A ce temps Ketteler avait atteint un point de vue qui quant aux caractéristiques fondamentales correspond à la doctrine sociale catholique

moderne et comme pionnier de laquelle il peut être qualifié à raison. Sa voie jusque là peut être décrite, en mots abrégés, comme il suit : de l'assistance charitable via l'idée de la réforme sociale à la politique sociale. En 1869 il écrivait ses deux textes les plus importants en matière de politique sociale. Il s'agit de deux discours qui sous forme imprimée étaient immédiatement très répandus. Le premier discours était présenté dans le cadre d'une méditation avec 10.000 ouvriers sur la « Liebfrauenheide » près d'Offenbach. Le discours est considéré comme la « Magna Charta du mouvement chrétien des ouvriers »¹⁶. Le deuxième texte était un rapport avec la Conférence Episcopale de Fulda où Ketteler persuadait ses collègues épiscopaux de son désidérata en matière de politique sociale. Cette réussite n'était en aucun cas évidente. Ketteler lui-même, comme l'avons vu, favorisait pendant des années préalables la conception de l'assistance charitable. Pendant des siècles le domaine de l'assistance des pauvres avait été un domaine de l'Eglise. Que les évêques catholiques étaient dès maintenant prêts, en particulier au zénith des discussions politiques ecclésiastiques, à coopérer avec l'Etat témoigne de la vision et de la force de persuasion de Ketteler.

Pour Ketteler la politique sociale signifiait tout d'abord et avant tout une législation sur la protection des ouvriers, à savoir par exemple une limitation du temps de travail, la réalisation d'un dimanche sans travail ou la défense du travail d'enfants. Mesuré à une compréhension moderne de la politique sociale cela n'est naturellement pas suffisant mais Ketteler se trouvait au début de cette nouvelle idée. Pour la plupart de ses contemporains existait seulement l'alternative d'être pour ou contre le capitalisme. Les protagonistes dans la querelle idéologique entre des deux positions antagonistes étaient les libéraux et les socialistes. Au contraire, Ketteler reconnaissait très tôt à côté des aspects ombreux aussi les avantages de l'économie de marché pour l'économie nationale. Pour résoudre les problèmes il était en faveur du domptage du capitalisme par l'Etat social. « Puisque le système tout entier ne peut donc pas être

renversé » déclarait-il avec la Conférence Episcopale « il importe d'adoucir le système, de chercher des remèdes pour toutes les diverses conséquences graves et de faire participer les ouvriers, tant que possible, aux bons aspects du système et ses bénédictions. »¹⁷ Finalement cela est la voie moyenne entre le laissez-faire capitalisme et l'utopie socialiste telle qu'elle était réalisée après la deuxième guerre mondiale dans le modèle européen de l'économie de marché sociale. Sur cette voie les ouvriers, séparés de et marginalisés par la société mercantile bourgeoise de prospérité, devenaient des citoyens de moyens d'existence, la société de classe capitaliste devenait société des moyens d'existence.

Modèle permanent

Wilhelm Emmanuel Ketteler est sans doute une figure historique remarquable qui mérite d'être commémoré à l'occasion de son 200ème anniversaire. Mais au-dessus de cela peut-il encore aujourd'hui nous dire quelque chose? Reinhard Cardinal Marx répond à cette question par un clair que oui: "Au zénith des discussions en matière de sciences sociales de son époque Ketteler a participé en tant que chrétien et évêque aux débats politiques sur la question des ouvriers. (... Il poursuivait) le but de réaliser l'idée de la charité chrétienne en face des défis sociaux concrets. Il est toujours resté attentif et docile. Et avec cette attitude il peut être un modèle pour les chrétiennes et chrétiens de notre époque."¹⁸

Mais non pas seulement dans sa conception fondamentale, aussi quant à sa substance le message de Ketteler est bien significatif eu égard les débats actuels socio-politiques. Ceux qui en principe mettent en doute la justification morale de l'Etat social moderne et recommandent sa réduction à une garantie pure du minimum d'existence socio-culturel doivent être confrontés de la façon suivante: Ils proclament un véritable pas en arrière derrière les achèvements civilisatrice concernant le modèle européen de l'économie de marché sociale dans son noyau. Non seulement dans la biographie de Ketteler, mais aussi dans le développement intégral des

pensées socio-politiques dès leur début au 19ème siècle l'on peut apercevoir un progrès partant d'un modèle pur de l'assistance des pauvres et passant à un système intégral de la sécurité sociale. Ce système ne prévoit pas seulement l'alimentation matérielle, mais aussi l'intégration sociale comprehensive de ceux ayant besoin d'assistance.

La politique sociale au sens de l'économie de marché sociale – tel l'a formulé de façon pertinente Norbert Blüm - est « plus qu'un wagon sanitaire qui roule derrière le développement et recueille les blessés ».¹⁹ Tout d'abord il faut prendre soin d'éviter tant que possible des blessés. Une politique sociale dans ce sens inclut aussi de protéger dans les relations mercantiles asymétriques le partenaire le plus faible pour éviter que le contractant plus fort puisse utiliser son pouvoir économique ou son avance d'informations de façon déloyale. C'est pourquoi il y a dans une économie de marché sociale des droits protégés spéciaux dans le droit de travail, le droit de location et le droit de consommateurs.

Il doit être l'objectif central de la politique sociale de contrecarrer la marginalisation et l'exclusion sociales. Ce problème est tout comme auparavant actuel même aujourd'hui, il apparaît sous d'autres formes qu'au 19ème siècle. Surtout les hommes sans qualification ou à qualification professionnelle mineure ont de difficultés considérables de s'intégrer parfaitement dans une société qui tout comme auparavant est structurée largement comme société des moyens d'existence. En face de cet arrière plan le chômage involontaire permanent ne signifie pas pour les chômeurs une restriction matérielle considérable, mais aussi une exclusion étendue de domaines de vie sociaux centraux et de réseaux de communication.

Pendant les dernières années s'est accrue la compréhension éclaircissant que les structures traditionnelles de l'Etat de prévoyance sociale orientées avant tout par la redistribution et la compensation matérielle, n'ont pas efficacement lutté contre les mécanismes d'exclusion, mais les ont renforcés en partie. A la recherche d'une sortie de cette misère l'image

conductrice socio-politique de Ketteler ne peut pas donner de réponses concrètes, cependant peut-être indiquer la direction où il pourrait être favorable de chercher des réponses. Pendant toute sa vie Ketteler a mis l'accent résolument sur l'aspect de l'aide de soi-même, a compris la politique sociale comme l'aide à l'aide de soi-même. Son image conductrice était celle de l'Etat social subsidiaire. Cela veut dire qu'il ne s'agit pas seulement d'administrer la liberté faisant défaut au sens d'un manque de chances de réalisation sociales et de les plumer sur le plan financier, mais d'ouvrir des chances et de permettre ainsi la participation sociale.²⁰

Dans une société scientifique très compliquée comme la nôtre cela signifie de contrecarrer les mécanismes d'exclusion aussi tôt que possible. En particulier la politique familiale et la politique éducative doivent être conçues aujourd'hui davantage qu'autrefois comme une politique sociale de prévoyance. Dans ce sens il est surtout important pour les enfants provenant de familles à faiblesses sociales d'ouvrir par l'intermédiaire d'instruments appropriés en matière de politique familiale et éducative aussi tôt que possible des possibilités de participer à la richesse culturelle, sociale et matérielle de notre société et de leur épargner le sort d'une dépendance à vie de l'alimentation par l'Etat.

La crise actuelle de l'Etat signale que les budgets publics surendettés ont atteint la limite de leur capacité de rendement. Cela entraînera inévitablement dans les ans à venir aussi un débat de fond sur les possibilités futures et les limites de la politique sociale. Ici il s'agit de conditions essentielles et de l'intérêt commun de la société entière.

Pour Ketteler cela aurait été une raison de participer vivement à ce débat. Et aujourd'hui les chrétiennes et les chrétiens devraient intervenir.

Annotations

¹ La citation se retrouve par exemple avec Fritz Vigener, Ketteler, Une vie d'évêque allemande du 19ème siècle, Munich/Berlin 1924, 732. A côté de beaucoup d'autres le nestor des sciences sociales catholiques du 20ème siècle Oswald von Nell-Breuning l'emploie également, l'Eglise et la communauté des ouvriers. Sur le dispute sur le projet de la Synode avec le même titre cf. "Stimmen der Zeit" (voix de l'époque= 193 (1975), 339 - 452, ici 348.

² Reinhard Cardinal MARX, Etre Chrétien veut dire être politique. Wilhelm Emmanuel von Ketteler lu pour aujourd'hui, Fribourg/Brisgau entre autres 2011,12.

³ Ursula Nothelle-Wildfeuer, Gesellschaftlich-politische Diakonie der Kirche. Grundfunktion oder Zerrbild von kirchlicher Seelsorge? (Diaconie socio-politique de l'Eglise. Function fondamentale ou caricature du pastorat ecclésiastique?) en Müller, Philipp/Windisch, Hubert (édit.) Seelsorge in der Kraft des Heiligen Geistes. (Pastorat dans la force du Saint Esprit), édition d'honneur pour coadjuteur Paul Wehrle, Fribourg, entre autres 2005,141 - 160).

⁴ Wilhelm E. v. Ketteler, Ecritures, articles et discours 1848 - 1870 (tous les ouvrages et lettres, vol. 1/2), Mayence 1978, 435.

⁵ Marx (Ann. 2), 44

⁶ Wilhelm E. v. Ketteler, Ecritures, articles et discours 1848 – 1866 (cous les ouvrages et lettres, vol. I/1), Mayence 1977,18.

⁷ Cf. à ce sujet Axel Honneth, Kampf, Kampf um Anerkennung. Zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte, (Lutte pour être reconnu. Sur le grammaire moral de conflits sociaux). Frankfurt a. M. 1992.

⁸ Ketteler (Ann. 6) 280.

⁹ au même endroit, 282.

¹⁰ au même endroit, 303, sq.

¹¹ au même endroit, 18.

¹² au même endroit, 40.

¹³ au même endroit, 29.

¹⁴ au même endroit, 30.

¹⁵ au même endroit, 449.

¹⁶ Erwin Iserloh. Wilhelm Emmanuel von Ketteler, 1811 - 1877 Quellentexte zur Geschichte des Katholizismus (Textes de source sur l'histoire du catholicisme), Paderborn entre autres 1990, 117.

¹⁷ Ketteler (Ann. 4),438.

¹⁸ Marx (Ann. 2), 39 sq.

¹⁹ La citation date d'un article de Blüm pour le journal Focus en 1998. Tout comme auparavant disponible sous l'adresse :

http://www.focus.de/politik/deutschland/standpunkt-sozialpolitik-ist-mehr-als-ein-lazarettwagen_aid_169601.html (depuis le 4/11/2011).

²⁰ V. à ce sujet: Chancengerechte Gesellschaft. Leitbild für eine freiheitliche Ordnung -Die deutschen Bischöfe. Kommission für gesellschaftliche und soziale Fragen, Nr. 34. (Société à chances égales. Modèle pour un ordre libéral). (Les évêques allemands. Commission de 'questions sociales et sociologiques no. 34), Bonn 2011.

Ad personam de l'auteur

Dr. Arnd Küppers est vice-directeur du Centre catholique des sciences sociales à Mönchengladbach (Rhénanie du Nord Westphalie)